



Declaració de la Llotja de Mar 25 d'octubre de 2019

DÉCLARATION DE LA LLOTJA DE MAR Octobre 2019

Au regard de la décision de la justice espagnole de condamner les représentants légitimes du peuple de Catalogne et les leaders des organisations sociales qui ont rendu possible le référendum du 1^{er} octobre 2017, et face à la grave restriction que cette sentence entraînera dorénavant à toute action politique, les forces politiques qui souscrivent à cette déclaration souhaitons partager avec nos peuples, ainsi qu'avec l'opinion publique de l'État espagnol, de l'Union Européenne et des pays du monde, les réflexions suivantes:

1. Plus de quatre décennies depuis l'approbation de la Constitution espagnole de 1978, nous constatons que la démocratisation complète de l'État est rendu impossible par la résistance qu'opposent les vieilles structures du régime antérieur, et par manque de volonté politique des grands partis espagnols. L'indéniable modernisation de l'État dans de nombreux domaines n'a pas atteint les secteurs fondamentaux à un fonctionnement démocratique homologué. Certains cercles politiques, juridiques, économiques, policiers et médiatiques ont empêché, par action ou par omission, la transformation de l'Espagne en un État pleinement démocratique et moderne à l'instar de ses voisins européens.

2. Ces dernières années, coïncidant avec l'apparition de grands courants politiques, tant au niveau étatique qu'au sein de ses minorités nationales, qui ont contesté le résultat de la Transition, l'État est entré dans une phase de régression le conduisant à adopter des politiques à caractère toujours plus autoritaire, moins démocratique et plus répressif. Cette réaction antidémocratique affecte autant les différents peuples aujourd'hui intégrés dans l'État espagnol que les mouvements à l'échelle de l'État qui revendiquent sa modernisation et le dépassement définitif du régime précédent. La restriction des droits et des libertés est désormais évidente aux yeux de tous les citoyens.

3. Le manque de respect envers le droit à l'autodétermination, que l'Espagne assumait et reconnut en signant le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques, s'inscrit dans un ensemble toujours plus vaste de régressions démocratiques que subissent nos nations: pas de reconnaissance ni de respect de la pluri-nationalité, pas de séparation des pouvoirs, menaces constantes de suspendre le statut d'autonomie, l'auto gouvernance et les droits historiques par n'importe quel moyen, réduction permanente de nos niveaux respectifs d'autogouvernement par l'interventionnisme du tribunal constitutionnel et par une action législative centralisatrice, détentions arbitraires de leaders politiques et sociaux, persécution policière d'activistes et d'activités politiques à caractère non violent, politiques pénitentiaires et législation d'exception, persécution d'artistes et de publications, etc.

4. En conséquence, préoccupés par les graves répercussions que les peines infligées aux leaders politiques et sociaux catalans auront sur l'exercice des droits fondamentaux de tous les citoyens, nous affirmons la nécessité de trouver un accord et de nous unir en défense des points suivants:

1.1.1. Le droit à l'autodétermination de nos peuples respectifs

1.1.2. Le caractère démocratique et pacifique de toute notre action politique

1.1.3. La liberté des prisonniers politiques et le retour des exilés

1.1.4. Les libertés civiles et politiques

1.1.5. Les politiques sociales et économiques qui permettent le progrès de nos peuples

5. En défense de ces contenus, nous assumons et exprimons notre engagement à rechercher les solutions démocratiques et durables au conflit politique que vivent nos peuples au sein de l'État espagnol.

5. Enfin, nous appelons la communauté internationale à rendre possible, aider et promouvoir ces solutions.